



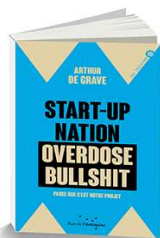
IPSE



4 questions à...

Arthur de Grave

Essayiste et co-fondateur de l'agence Stroika



« *Start-up nation, overdose bullshit: Parce que c'est notre projet* »

Dans son ouvrage « *Start-up nation, overdose bullshit: Parce que c'est notre projet* », Arthur de Grave revient sur l'effondrement du modèle des start-up, mettant en avant les fondements inégalitaires qui les sous-tendent, leur stratégie de marchandisation de l'humain et la régression sociale qui accompagne des niveaux élevés de valorisation financière.

L'occasion pour nous de lui poser quelques questions et d'évoquer également avec lui la création du syndicat de travailleurs indépendants Indépendants.co ou encore l'enjeu pour l'ESS de passer d'une économie de la compensation à un modèle alternatif crédible.

Voici les 4 questions que nous avons envie de lui poser.

1 Le titre de votre ouvrage sonne comme une évocation des travaux de l'anthropologue américain David Graeber et notamment son étude fondatrice sur les « Bullshit jobs ». Au-delà de la vacuité et des anglicismes qui caractérisent la communication de nombreuses start-up, vous soulignez surtout la faiblesse d'un modèle d'entreprise sous-tendu par des schémas somme toute inégalitaires (notion d'« imaginaire inégalitaire »). Si cette réalité bien documentée semble aller de pair avec une certaine prise de conscience, se dirige-t-on pour autant vers une désaffection de ce modèle d'entrepreneuriat à l'heure du numérique roi ?

► Je me garderais bien de faire des prévisions définitives par les temps qui courent ! Mais permettez moi une petite précision préalable : l'inégalité inhérente au modèle start-up, dans notre monde où domine un néolibéralisme décadent, n'est pas une faiblesse, bien au contraire. La dimension inégalitaire du modèle, c'est ce qui le rend attractif pour la sphère financière. Par ailleurs, à la lumière des récents débats sur StopCovid et les applications de tracking, j'ai bien l'impression que le solutionnisme technologique a malheureusement encore de beaux jours devant lui. Donc non, il est sans doute un peu tôt pour enterrer le modèle start-up. Cela dit...

L'essor des start-up hors de leur terreau originel — la Silicon Valley, Israël, et quelques autres — a coïncidé avec un contexte monétaire particulier, qui a vu les banques centrales injecter des quantités faramineuses de liquidités pour endiguer la récession post-2008. Cette situation est propice à la formation de bulles. On a vu des projets de start-up pour le moins douteux lever des millions, comme l'application Yo ! (qui permettait d'envoyer "Yo" à des amis) il y a quelques années, ou encore Juicero, voire de pures escroqueries comme Theranos. Mais même du côté des licornes nées au cours de la dernière décennie, l'avenir semble bien incertain. Les perspectives de rentabilité d'Uber, malgré une valorisation de plusieurs dizaines de milliards, ont toujours été problématiques. Alors maintenant qu'une récession mondiale pointe le bout de son nez... Ils viennent de licencier plusieurs milliers de personnes, ce qui n'est pas franchement un signal positif. Bref, il va sans doute y avoir de la casse, et à court terme, une baisse des investissements en capital-risque. A long terme ? Qui vivra verra !

Mais le fond du sujet est ailleurs : les start-up ont surtout servi à justifier l'instauration d'un imaginaire inégalitaire dans la société. Et sur ce plan précis, je pense qu'en effet, la messe est dite. Sur le plan symbolique, et peut-être même moral, la défaite du modèle start-up est consommée. Déjà, parce que depuis maintenant plus de dix ans, leur activité consiste davantage à marchander de nouveaux pans de l'existence humaine qu'à produire des innovations technologiques de rupture : se faire livrer des burgers

Mai 2020



IPSE



4 questions à...

Arthur de Grave

Essayiste et co-fondateur de l'agence Stroika



par des cyclistes sous payés, c'est très bien, mais cela ne vous esquisse pas franchement un futur à la Star Trek... Comme si le techno-fétichisme — l'effet "wahou", si vous préférez — ne suffisait plus à compenser les désordres sociaux occasionnés, et que l'équation du "progrès" n'était plus équilibrée. A cela s'ajoute la prise de conscience généralisée du changement climatique. Il est aujourd'hui assez clair pour tout le monde qu'entre les exigences qu'amènent les perspectives d'effondrement et les activités susceptibles d'attirer les capitaux en quête de rentabilité extrême, il y a un fossé qui va grandissant.

2 La cour de cassation vient récemment de rendre une décision qui oblige Uber à reconnaître ses chauffeurs comme des salariés. Ce jugement qui fait désormais jurisprudence pourrait évidemment mettre à mal le modèle économique de la plateforme. Selon vous, cette décision sonne-t-elle le glas du salariat dissimulé et des entreprises adeptes du moins disant social ?

► Je ne le pense pas, non. Disons qu'ils ont perdu une bataille, mais pas la guerre. Et la guerre sociale actuelle est une guerre d'usure. Comme je vous le disais tout à l'heure, Uber a de toute façon des problèmes plus urgents à régler. Ce n'est pas la première fois qu'Uber a des démêlés avec la justice (ils ont par exemple perdu plusieurs fois leur droit d'opérer à Londres), et force est de constater qu'ils encaissent les coups. Par le passé, d'autres entreprises de la *gig economy* ont dû mettre la clé sous la porte suite à un jugement du même ordre (de mémoire, la première fut Homejoy en 2015). Mais Uber a le cuir autrement plus épais, et ils sont en première ligne depuis longtemps. A vrai dire, c'est même ce qui justifie les niveaux de valorisation — totalement excessifs si l'on se base sur une appréciation purement économique — atteints par l'entreprise. Le pari qu'on fait quand on mise sur Uber, c'est que la société finira par réussir à fracturer le modèle social qui tient bon an mal an depuis l'après-guerre, et qui limite l'expansion du capitalisme. Uber, c'est un bélier. Mais le pari est risqué. *High risk, high return*, comme disent les financiers ! C'est ce qui explique que cette entreprise, qui n'est au départ qu'une simple application de VTC, électrifie le débat et déchaîne les passions depuis si longtemps : on sent bien qu'à travers Uber, c'est une lutte existentielle qui se joue.

3 Indépendants.co, syndicat de travailleurs indépendants récemment créé s'est notamment signalé lors de la crise sanitaire actuelle en appelant à des mesures de soutien fortes pour tous les travailleurs free-lances dont l'activité est menacée par le ralentissement brutal de l'économie. En France comme en Europe, quels vous semblent être les leviers pour aller vers des droits sociaux et une protection sociale effective pour ces travailleurs ? En quoi un nouveau syndicat peut-il se démontrer plus efficace que les organisations représentatives actuelles pour aller vers plus de justice sociale ?

► Le premier levier, c'est que les travailleurs indépendants se mobilisent eux-mêmes pour faire avancer les choses. En soi, cela n'a rien d'évident : le syndicalisme moderne a eu le salariat de masse pour matrice originelle. Les luttes ont d'abord pris racine sur le lieu de travail, l'usine, où les travailleurs pouvaient se rassembler et parler de leur situation. La ligne de front, entre détenteurs du capital et salariés, était claire et nette. Les indépendants, historiquement, formaient une catégorie de travailleurs à part. Pour les freelances d'aujourd'hui, les choses sont très différentes : ils n'ont, formellement du moins, pas de patron, mais des clients. Ils forment une masse atomisée dont les intérêts communs ne relèvent pas toujours de l'évidence. Et surtout, pour eux, le collectif n'est pas une donnée spontanée : il faut le provoquer. La conviction derrière Indépendants.co, c'est qu'il faut repartir d'une feuille blanche pour inventer de nouvelles façons de mobiliser et d'organiser la lutte.

Mai 2020



IPSE



4 questions à...

Arthur de Grave

Essayiste et co-fondateur de l'agence Stroika



4

Dans un entretien au site Carenews, vous soulignez le risque pour certaines entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire de mimer les startups (les fameuses TechForGood) qui revendiquent un fort impact social et environnemental sans pour autant se départir de cet « imaginaire inégalitaire » ou du « solutionnisme technologique » que vous dénoncez dans votre livre avec un certain mordant. L'ESS doit-elle se réinventer et comment ? Ou doit-elle au contraire s'ancrer toujours plus fermement sur ses valeurs d'origine et le modèle alternatif qu'elle constitue ?

► En toute humilité, je pense qu'il appartient aux acteurs de l'ESS eux-mêmes de répondre à cette question. Je me limiterais donc à deux remarques. La première, c'est que par un effet d'optique, les start-up dites de tech for good peuvent donner l'impression de faire un bout de chemin vers l'économie sociale et solidaire. En règle générale, il s'agit là d'un jeu de dupe : un énième avatar de la "moralisation" du capitalisme mâtiné de techno-solutionnisme. Dans ce contexte, céder aux modes du moment ne ferait qu'accroître la confusion ambiante, et nous n'avons pas besoin de ça.

Ma deuxième remarque, c'est qu'il n'est pas pour autant question de s'arc-bouter sur des valeurs ou des statuts. Au pied du mur, il ne suffit pas d'être vertueux : il faut devenir un fait majoritaire. C'est selon moi le chantier que devrait aujourd'hui lancer le monde de l'ESS. Comment passer d'un secteur économique qui vit aux marges du système capitaliste dominant, une économie de la compensation, si vous voulez, à un modèle alternatif crédible ? Comment faire pour que l'économie tout court remette la rentabilité à sa juste place et fasse du service de l'actionnaire un objectif de seconde rang ?

Mai 2020